

MASTERS DROIT

Des filons à exploiter

Véritables écoles professionnelles, les facs de droit peuvent mener à de très belles carrières. A condition de débusquer les bonnes spécialités.

C'est un domaine où la concurrence des grandes écoles est marginale : faire son droit n'est possible qu'à l'université. Avec des marques de renom comme Paris 2-Panthéon-Assas, mais aussi Nancy, Tours-Poitiers, Montpellier ou Nantes, qui ont su se tailler une réputation auprès des recruteurs. Pour qui sait construire son parcours, multiplier les stages, maîtriser l'anglais et choisir une spécialité porteuse, de belles carrières sont au rendez-vous. Et selon la dernière étude du cabinet de recrutement Hays, « aucun fléchissement dans les recrutements de juristes » n'est à noter. « Le marché est dynamique, confirme Paul d'Au- vigny, consultant à Expéris (filiale de Manpower Group). Mais ce sont les

« Privilégier les domaines qui apportent de la valeur ajoutée aux entreprises, comme le droit des marchés publics. »

stages et surtout la spécialité choisie qui font toute la différence... En ce moment, par exemple, je recrute surtout des spécialistes de droit social. » Un secteur en plein essor, à l'heure où beaucoup d'entreprises qui restructurent doivent négocier avec les syndicats.

Spécialités dynamiques

Pour Paul d'Au- vigny, « la Rolls en la matière reste le master de droit et pratique des relations du travail des universités Paris 2 et Montpel- lier 1 ». Bien coté également, le master droit des affaires, spécialité droit social et relations du travail de Lyon 3. En cinq ans d'existence, il s'est forgé une solide réputation, grâce à un très bon réseau. « Nous l'avons créé pour répondre à un

vrai besoin du marché », explique Jean-Marc Sportouch, avocat et responsable de ce cursus, où, comme lui, les deux tiers des enseignants sont des professionnels. « La moitié des diplômés entrent en cabinet d'avocats, les autres deviennent juristes d'entreprise. Tous sont casés dans les trois mois », indique-t-il. Antoine Lecoq, directeur exécutif au cabinet de recrutement Page Per- sonnel, conseille de privilégier « les spécialités qui apportent de la valeur ajoutée aux entreprises, comme le droit des marchés publics ou des marchés financiers ». Autres domaines dynamiques : le droit de la santé, le droit des affaires euro- péennes et internationales ou le droit fiscal. Avec une vraie pépite, le master 221 de Dauphine.

Stéphane Lagoutte pour Challenges



Grâce à mon master, j'exerce en droit social, un domaine passionnant, car il balaie des secteurs variés, dans un environnement international. Je travaille principalement en anglais et je passe la moitié de mon temps à plaider pour des entreprises étrangères. »

Olivier Motte, 26 ans, diplômé en 2010. > Avocat collaborateur chez Flichy Grangé.



ZOOM SUR...

UNIVERSITÉ MONTPELLIER 1

Master droit et pratique des relations du travail (DPRT)

Une fois n'est pas coutume : la province devance parfois Paris. Ce master, créé en 1988, a connu un tel succès qu'il a été dupliqué ensuite au sein de Paris 2-Panthéon-Assas. Aujourd'hui, les deux masters forment l'élite du droit social français. La fac méridionale voit affluer chaque année 600 candidatures de toute la France, pour seulement 42 places... La force de frappe de ce diplôme : 70% d'intervenants professionnels dans les enseignements, une scolarité en alternance, des promotions parrainées par les grands noms de l'industrie et du droit des affaires (L'Oréal, Air France, Vinci, les cabinets Actance ou Barthélémy...). Les étudiants suivent un diplôme de droit social appliqué aux entreprises internationales en parallèle du master. Et ils sont 40% à compléter leur formation par un diplôme d'avocat. ■

Mais pour doper son CV et entrer dans un cabinet renommé, la tendance est à empiler les diplômes. Exemple avec le master bilingue des droits de l'Europe section droit-anglais de Paris 10-Ouest. Il permet de s'expatrier pour décrocher un LLM (diplôme délivré par les universités anglo-saxonnes ou américaines) à moindre prix. Car ce prestigieux pedigree international coûte entre 10 000 et 40 000 euros l'année, sauf dans ce dispositif où les étudiants n'acquittent que les droits d'inscription français. De quoi attirer des candidats, y compris de grandes écoles, comme Loïc Amiard, de l'EM Grenoble. Il a pu s'envoler pour l'université de Dundee en Ecosse. « *C'est indispensable!* » assure le jeune homme, en stage à la direction juridique d'une entreprise du CAC 40. La sélection est drastique : à Paris 10-Nanterre, 6 000 candidats se pressent pour intégrer la filière pour une centaine retenus.

Doubles cursus prisés

Il y a aussi les doubles cursus grandes écoles-universités. « *Ils donnent aux juristes une excellente vision des problématiques de l'entreprise et cela plaît* », constate Patrick Ayache du cabinet Intuitu Personae. Comme Lyon 3 avec l'EM Lyon. Ou encore Nancy 2 avec l'ICN. Pierre-Jean Gaudel, qui y dirige le master DJCE (diplôme juriste conseil d'entreprise) confirme : « *Grâce à ce partenariat, nos juristes s'ouvrent au monde de l'entreprise, des finances, des ressources humaines et grâce à ce double parcours, master en droit et diplôme en management, ils séduisent les recruteurs.* » Ces diplômés comptent parmi les plus belles réussites de la filière juridique. Il s'agit de véritables écoles au sein de l'université, avec une sélection commune pour intégrer l'un des onze centres existants (Paris, Toulouse, Montpellier, Nancy, Lyon...). Les cours se font ensuite en petits comités, pendant une année intense qui comprend 1 200 heures d'enseignement, soit bien plus qu'un master classique.

L'implication des professionnels est prépondérante, ce qui contribue à cultiver un puissant réseau. Evelyne

A ma sortie, j'ai été immédiatement embauché chez Duvivier & Associés à Tours. Je conseille des entreprises et des particuliers en matière de montages fiscaux complexes. Je plaide aussi sur des affaires de contrôle et de contentieux fiscaux. »

Rémy Pironnet, 25 ans, diplômé en 2011.

▷ Avocat collaborateur au cabinet Duvivier & Associés.



Berli Hanna / Réa pour Challenges

UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE

Master fiscalité d'entreprise



ZOOM SUR...

Nom de code : 221, pour ce master ultrasélect de Dauphine, qui vient de fêter ses trente ans d'existence. Il applique des recettes efficaces. Au programme : 30% de cours en anglais, des séminaires d'études à l'étranger, des cours en petit comité pour 30 étudiants par an. Pour intégrer ce petit cercle très convoité, mieux vaut avoir déjà suivi des cours de fiscalité... A la sortie, les diplômés sont chassés

par les cabinets d'affaires et les grandes entreprises, qui ont bien besoin de ces experts dans l'art d'alléger la note fiscale en toute légalité... La réputation de Dauphine, conjuguée à cette spécialité porteuse, fait exploser les salaires. Surtout dans les grands cabinets parisiens, où il n'est pas rare de voir de jeunes juristes démarrer leur carrière à 3 000 euros net mensuels. ■

Bagdassarian, avocate fiscaliste au sein du cabinet d'affaires Baker & McKenzie et présidente de l'association des anciens diplômés, le constate au quotidien. « *Nous sommes aujourd'hui 7 000 anciens, relève-t-elle, très présents dans les grands cabinets, ce qui facilite considérablement l'embauche des jeunes diplômés. On estime d'ailleurs que 80% d'entre eux trouvent un emploi dès l'obtention du diplôme, à l'issue d'un stage.* » En effet, les recruteurs ont bien repéré leurs qualités. « *C'est*

une formation intensive et ouverte sur le monde des affaires, donc bien adaptée aux besoins du marché, indique Patrick Ayache. Ces diplômés sont recherchés aussi bien par les cabinets de juristes que par les entreprises.

Pour débusquer les bonnes spécialités en droit, il suffit parfois d'être attentif aux problématiques de société... Par exemple, la récente fermeture du site de téléchargement MegaUpload et l'arrestation de ses fondateurs, accusés entre autres de violation de droits d'auteurs, ►►►